



Le PRRI avertit qu'une recherche insuffisante ne devrait pas être utilisée pour des programmes politique.

L'article de Séralini & al : «*Toxicité à long terme d'un herbicide, le roundup et d'un maïs génétiquement modifié roundup-tolérant* » suggérait que des rats développent un cancer après avoir été nourri avec un maïs génétiquement modifié.

Le PRRI approuve la conclusion de l'*European Food Safety Authority* (EFSA) et de plusieurs autres autorités déclarant que cette recherche est si fondamentalement insuffisante que ses conclusions n'ont aucune base .

En dépit de ces conclusions de l'EFSA et d'autres autorités publiques, la députée LEPAGE, membre du MEP a tenu le 15 Janvier une conférence de presse à Strasbourg au Parlement Européen sous le titre : *Toxicité confirmée pour les GM et pour le pesticide Roundup, plainte pour diffamation contre les critiques.*

Des membres du PRRI assistaient à cette conférence de presse et ont noté plusieurs tendances inquiétantes :

- La députée MEP LEPAGE continue d'ignorer que l'EFSA et d'autres autorités publiques qui ont fait la revue de l'article de SERALINI l'ont référée comme « de la camelote »
- La députée Lepage ne comprend pas l'impact négatif que des campagnes scandaleuses, sans aucune base, ont sur une recherche en biotechnologie d'importance cruciale, sur l'agriculture dans et hors de l'Europe et en particulier dans les pays en développement.

Le PRRI appelle la députée LEPAGE à ne pas utiliser une recherche insuffisante dans des programmes politiques mais à adopter une approche en relation avec la biotechnologie plus holistique, davantage basée sur la science.

Le PRRI recommande ceux qui agissent ainsi comme le député MEP Philippe DE BAECKER. Celui-ci a organisé après la conférence de presse de M. LEPAGE une session de « Questions-Réponses » dans laquelle des scientifiques du secteur public ont été disponibles pour répondre aux questions des journalistes. Les messages échangés au cours de cette Q&A session sont résumés ci-dessous.

Le PRRI soutient chaudement aussi des initiatives comme celles de la députée MEP Julie GIRLING de tenir dans le Parlement Européen des débats sur le risque de donner tort à la science lors de l'établissement des politiques de l'EU.

CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR L'ÉTUDE DE SERALINI :

1. L'ensemble des autorités publiques ayant examiné l'étude de Séralini l'ont rejetée.

De nombreuses autorités publiques, dont l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), l'Institut fédéral allemand d'évaluation des risques et le Haut Conseil français des biotechnologies, ont examiné l'étude et sont arrivés à la même conclusion: les lacunes dans la recherche de Séralini et al sont telles que les conclusions sont sans fondement. Les avis de ces autorités sont disponibles sur : <http://www.ppri.net/ga-seralini-et-al-2012/>.

2. Des erreurs fondamentales dans la recherche de Séralini et le système de rapports des données.

Comme conclu par l'EFSA, l'étude de Séralini est "*conçue, analysée et présentée de façon inadéquate.*" Le travail de recherche présente plusieurs faiblesses fondamentales, telles que l'extension d'un essai d'alimentation de 90 jours à deux ans sans ajustement du cadre conceptuel de l'étude et l'utilisation d'une souche particulière de rats, connue pour développer spontanément des tumeurs, sans l'appui du nombre statistiquement requis de rats.

3. L'étude de Séralini et la façon dont elle a été publiée soulèvent d'importantes questions éthiques.

Comme l'a fait remarquer des groupes anti vivisection, cette étude mal menée et ces expériences cruelles causant des souffrances sans raison scientifique valable est inacceptable. Malgré les faiblesses de leur recherche, Séralini et al ont largement médiatisé leurs conclusions infondées au moyen d'une campagne de communication à la fois non scientifique et alarmiste, en collaboration avec des groupes anti-biotechnologie et certaines personnalités politiques.

4. La neutralité autoproclamée de l'étude de Séralini est un canular.

La principale défense que Séralini et al ont opposée aux critiques massives de leur travail a consisté à accuser ceux qui émettaient des critiques de ne pas être indépendants, puis à se proclamer quant à eux, impartial. On ne peut y voir qu'un canular. Outre les inquiétudes largement répandues au sujet des liens qu'entretient Séralini avec des entreprises, des ONG anti-biotechnologie et des personnalités politiques, nous devons rappeler que les critiques émises sur les travaux de Séralini et al par des scientifiques, des établissements universitaires, des instituts de recherche, des organismes publics et l'EFSA sont scientifiquement fondées. Comme l'a dit Olivier Godard, Directeur de recherche au CNRS lors d'une audition à l'Assemblée nationale le 19 Novembre 2012, « la bonne question à poser pour s'assurer de l'indépendance de l'expertise collective n'est pas : « dis-moi à qui tu es lié... » mais « dis-moi quels arguments justifient ton avis ».

CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR SUR LES BIOTECHNOLOGIES ET LA BIOSECURITE

1. La biotechnologie contribue à relever les défis mondiaux les plus pressants

La biotechnologie moderne est un outil essentiel pour la sécurité alimentaire et pour une agriculture durable car elle peut surmonter certaines limitations de la sélection classique et contribuer à fournir aux agriculteurs des variétés de cultures qui permettent, par exemple, des rendements plus élevés, une dépendance moindre aux pesticides et aux engrais ou qui présentent une plus grande valeur nutritive. Les allégations non fondées concernant les effets sanitaires des cultures génétiquement modifiées peuvent sérieusement compromettre la contribution que peut apporter la biotechnologie moderne au bien-être humain et miner la confiance du public dans la science.

2. La sécurité est assurée par des données scientifiques solides et non par des études erronées et alarmistes

Les cultures OGM sont testées considérablement au niveau de leur sécurité, bien plus que les cultures produites de manière conventionnelle. Par ailleurs, les cultures OGM ont été consommées par des milliards d'animaux et des centaines de millions de personnes, sans qu'aucun effet indésirable vérifiable n'ait été rapporté sur la santé humaine ou la santé animale. Les scientifiques du secteur public acceptent que les nouvelles technologies et les produits soient examinés en termes de sécurité. Toutefois, ce n'est pas par des études erronées et des conclusions injustifiées relayées dans des campagnes publicitaires que la sécurité est assurée.

3. Une étude erronée ne devrait pas être utilisée pour faire avancer des agendas politiques

PRRI, en collaboration avec les organisations d'agriculteurs listées sur son site, fait part de son inquiétude sur la façon dont certains responsables politiques ont utilisé cette recherche pour faire progresser des agendas politiques, tels que l'appel à des conditions supplémentaires pour l'approbation des plantes OGM. Toutes les plantes OGM présentes sur le marché sont évaluées par les autorités publiques pour être au moins aussi sûres que leurs homologues conventionnelles destinées à la consommation humaine et animale, ainsi que pour l'environnement. Les appels hâtifs à des interdictions ou à des règles plus strictes sur la base d'une recherche qui présente des lacunes importantes sont sans fondement, ceci parce que les exigences de sécurité ayant cours à l'heure actuelle sont parmi les plus strictes appliquées aux aliments et car il n'existe aucun argument scientifique valable pour des tests ou des exigences supplémentaires.

4. Toutes les parties prenantes doivent prendre leurs responsabilités dans ce débat.

Dans ce domaine complexe de la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments, il est crucial que les journalistes, politiciens et décideurs prennent le temps de lire attentivement et de s'interroger sur le contenu avant de publier des articles de journaux ou de faire des déclarations publiques. Les journalistes, politiciens, décideurs et autres parties prenantes sont invités à lire attentivement les publications et si nécessaire, à demander l'avis de scientifiques avant de se précipiter dans des déclarations portant sur un sujet aussi sensible. PRRI offre son aide en fournissant des informations sur les aspects scientifiques des OGM et leurs effets sur la santé humaine et environnementale, et sur les conséquences socio-économiques. Sur la page «Information» du site de PRRI, les journalistes, politiciens et décideurs trouveront un «bouton priorité» pour toute question scientifique.